

# édito

## De la nécessité d'élargir la notion de performance

Les agriculteurs viennent de se mobiliser dans un mouvement de protestation d'ampleur. Ces événements témoignent probablement davantage des difficultés à trouver un sens à toutes les injonctions réglementaires, sociétales et commerciales dont la cohérence n'est pas toujours évidente, que de difficultés économiques généralisées.

Pour autant, après la flambée des deux dernières années, les coûts de production ne refluent que partiellement. Si les prix de l'énergie et des engrais sont retombés, il est difficile d'imaginer un reflux pour le matériel, les services et la main-d'œuvre. Il ne serait donc pas tenable que les prix des produits agricoles reviennent à leur niveau d'avant covid.

Sur le plan économique, 2023 aura été une bonne année pour l'élevage mais plus contrastée pour les cultures.

En **élevage** (bovins lait et viande, porcs), des volumes d'offre en baisse (en France et en Europe) soutiennent les prix malgré la tendance au recul de la consommation. Les bons résultats des dernières années ne génèrent pas l'optimisme des éleveurs : le secteur n'attire pas suffisamment et la décapitalisation se poursuit. Cette embellie est pourtant l'occasion de prendre des options pour l'avenir : autonomie alimentaire et allègement de la pression travail en élevage laitier ; investissement bien-être animal et autonomie financière en élevage de porcs ; adéquation à la demande en élevage bovin allaitant.

## sommaire

 03	Grandes cultures
 08	Arboriculture & viticulture
 14	Lait
 19	Viande bovine
 24	Porc

En **grandes cultures** le ciseau des prix et des coûts affecte particulièrement les zones intermédiaires aux potentiels pédoclimatiques les plus modestes et qui sont aussi celles les plus sensibles aux phénomènes de sécheresse et d'évolution des chaleurs estivales. La recherche de systèmes plus résilients du point de vue agronomique (la santé des sols est un enjeu désormais crucial dans ces territoires) portés par quelques activités génératrices de valeur semble une voie à privilégier.

**L'arboriculture et la viticulture** vivent également déjà à l'heure du changement climatique.

Dans toutes les productions, le bio souffre d'une baisse de demande. Le secteur n'est plus épargné par les à-coups de la conjoncture, signe qu'un premier palier de maturité de ce marché a été atteint. En lait, les résultats se maintiennent mais l'excédent d'offre demeure. En grandes cultures, l'excédent d'offre représente désormais un an de production. Il faut tenir pour passer une période d'adéquation qui ne se résorbera que lorsqu'une nouvelle dynamique de consommation aura été lancée.

Les mesures qu'annoncera le gouvernement en ce début d'année montreront ou non si un coup de frein est donné aux instruments réglementaires de transition agro-écologique. Mais elles n'effaceront pas le changement climatique, l'appauvrissement des sols et la finitude des énergies fossiles. Les sujets d'énergie, d'eau, de carbone, de biodiversité et de santé ne pourront que rester au cœur des décisions politiques.

Plus que jamais les stratégies des entrepreneurs appellent des choix qui dépassent la seule rationalité économique. Les décisions vont nécessairement considérer ensemble :

- **La capacité à créer de la valeur sur le long terme, par l'attention portée** à la fertilité des sols, à l'usage raisonné de l'eau et à la dépendance aux intrants de synthèse ou aux énergies fossiles ; à la mobilisation des ressources humaines par la rémunération, la qualité de l'organisation et la santé au travail ; et bien sûr à la trajectoire économique et financière ;
- **La robustesse du système de production, en trouvant un équilibre** entre la diversité des productions (dans l'espace et dans le temps, sans négliger des activités accessoires), la constitution de stocks et de réserves, l'autonomie de production et de maintenance, et la capacité d'adaptation en compétences et moyens partagés ;
- **Et la confiance des parties prenantes quant aux contributions de l'exploitation** au territoire (qualité paysagère et d'accueil, politique d'achats et de ventes, création d'emploi) et aux besoins des populations (alimentation, matériaux et énergies biosourcés, préservation des biens communs) ; ces contributions peuvent être matérialisées par des engagements contractuels ou des certifications.

C'est ce que nous appelons **construire son projet dans une perspective de performance globale**.



**Philippe BOULLET,**  
*Directeur performance et prospective,*  
Conseil national Cerfrance



**Mélanie RICHARD,**  
*Responsable conseil économique et métier,*  
Conseil national Cerfrance

# Grandes cultures

par **Mathilde SCHRYVE**,  
Responsable études et prospectives,  
Cerfrance Bourgogne-Franche-Comté  
**Michel LAGAHE**, Directeur du pôle conseil,  
Cerfrance Gascogne occitane et **Thierry LEMAÎTRE**, Agronome



*Depuis la moisson 2023, les marchés de grandes cultures sont redescendus des sommets atteints au plus fort de la crise. Malgré un sursaut, vite oublié, à l'annonce de la fin du corridor en mer Noire, ils stagnent à des niveaux comparables à ceux de 2021 (exception faite du sucre et des pommes de terre : voir encadré p.6). Les perspectives de croissance mondiale sont faibles, notamment en Chine et aux USA. Plombés par des productions russes et ukrainiennes records, les marchés des grains sont relativement déprimés et leur potentiel de hausse semble très limité, du moins à court terme.*

## Sur des marchés mondiaux largement approvisionnés, les productions françaises sont peu compétitives

● **Concernant le blé**, la Russie a effectué sa 2<sup>e</sup> meilleure récolte avec 92 Mt et l'Ukraine exporte une production au rendement record (4,7 t/ha) malgré la guerre. Leur stratégie de commercialisation importante en début de campagne exacerbe la concurrence et rend le début de commercialisation du blé français difficile. De plus, le coût du fret, qui avait fortement baissé, désavantage la France sur ses marchés traditionnels (Maroc, Algérie...). La compétitivité qualité/prix des blés français est à la peine. La France accuse du retard sur les volumes à exporter, d'autant plus que les agriculteurs ont plutôt joué l'attentisme. Les stocks en dépôt chez les agriculteurs ou les OS, donc non vendus, ont atteint des niveaux records: 7,14 Mt en blé (61 % de la récolte contre 27 % d'habitude à la même époque) et 2,2 Mt en orge.



© Jacques Mathé

Alors que la France et l'Europe du Nord connaissent une baisse des surfaces et des conditions climatiques altérant le potentiel de production 2024, le potentiel russe est actuellement intact. Les prévisions de stocks de fin de campagne 2023-2024 à un niveau aussi bas qu'en 2012 chez les principaux exportateurs ne suffisent pas à réveiller les cours. Seuls des événements graves (fort impact d'El Niño, nouvelle crise géopolitique ou climatique en Russie...) pourraient booster les marchés. Un retour possible du Matif vers les 240 - 245 €/t n'est envisageable qu'à la fin du 1<sup>er</sup> trimestre 2024, surtout si les fonds en positions nettes vendeuses rachètent leurs contrats. La pression sur les cours induite par les ventes stocks des producteurs viendra contrecarrer cette reprise.

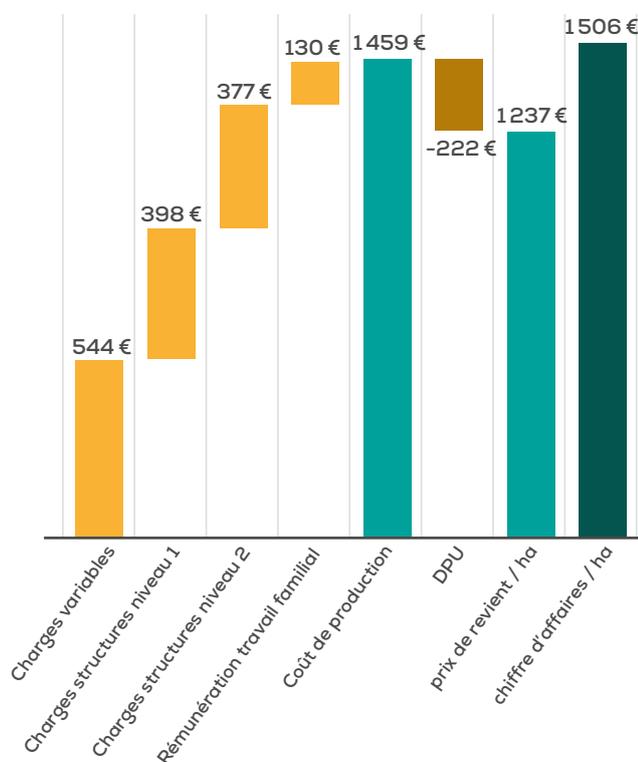
● **Les prix du maïs** ont évolué en sympathie avec ceux du blé. Le niveau des prix actuels est comparable à celui de 2020, sous la barre des 200 €/t sur l'échéance Mars d'Euronext. La consommation des FAB reste modérée et l'Ukraine est redevenue un fournisseur majeur.

## Grandes cultures

Dans ce contexte lourd, un impact négatif d'El Niño sur la production brésilienne permettrait au marché de se reprendre, à condition que les opérateurs financiers procèdent à des rachats de positions et que le ratio soja/maïs incite les producteurs à arbitrer les surfaces en faveur du soja.

● **Le bilan mondial du colza** est plutôt lourd avec une production canadienne et australienne meilleure que prévue. La récolte de l'ensemble des oléagineux pourrait approcher 661 Mt en progression pour toutes les catégories. Les fluctuations du prix des graines restent très liées au soja dont la production en Amérique du Sud reste incertaine. Tout comme en blé, les producteurs de colza français ont limité les ventes du colza ; les stocks en dépôt chez les OS atteignent également des niveaux records.

### Construction du prix de revient blé/ha 2021 - moyenne 22 départements



Source : observatoire national Grandes cultures Arvalis/Unigrains – réalisation Cerfrance

« En 2023, il faudrait dégager 1700 €/ha pour couvrir le coût de tous les facteurs de production. »

### Prix de revient : atterrissage à un niveau supérieur à l'avant crise

Entre la moisson 2023 et la moisson 2021, les fortes inflations du carburant, du matériel et des engrais sont autant de facteurs ayant entraîné une hausse d'environ 40 % du prix de revient. C'est le cas du blé tendre français selon les estimations Cerfrance : il faudrait dégager 1700 €/ha pour couvrir le coût de tous les facteurs de production (intrants, mécanisation, frais généraux, travail des salariés et des exploitants, foncier...), contre 1200 €/ha en 2021. Avec un rendement moyen de 73,4 q/ha (moyenne française 2023), le prix de revient serait d'environ 230 €/t.

La rentabilité qu'il est possible de dégager dans ce contexte est très variable, en fonction du potentiel pédoclimatique, de l'environnement économique de l'entreprise et de la stratégie des agriculteurs. En effet, dans les régions les plus productives, le rendement permet de diluer les charges sur un volume produit plus important. Par ailleurs, la stabilité du rendement dans ces régions permet d'engager plus sereinement une partie de la récolte avant la moisson. En 2023, cette stratégie a permis d'obtenir des prix de vente supérieurs aux prix de revient. Enfin, ces régions sont proches

## Grandes cultures

des ports d'exportation, ce qui permet de limiter les coûts de transport. En revanche, dans les zones intermédiaires, les rendements sont plus fortement affectés par les aléas climatiques. Mécaniquement, le prix de revient est plus élevé et les producteurs font preuve de davantage de prudence vis-à-vis des volumes vendus avant la récolte, par crainte de ne pouvoir faire face aux engagements, en quantité ou en qualité.



Pour la campagne 2023-2024, certaines charges devraient notablement baisser. Les prix des engrais ont déjà diminué de moitié en un an, retrouvant un niveau proche de 2021. Le prix du pétrole a diminué d'un quart sur la même période, mais il demeure élevé. Les tensions sur les ressources et les conflits en cours maintiennent une pression qui empêche les prix de ces intrants de revenir aux valeurs pré-Covid.

Les charges liées aux cotisations sociales et au foncier, en partie indexées sur les résultats des exploitations, devraient également baisser, avec un léger décalage. En revanche, toutes les autres charges, intrants, matériel, services, se maintiendraient sûrement.

Pour 2024, la baisse du prix de revient, principalement imputable à celle des prix des engrais, pourrait être de 15 % par hectare. Il faudrait dégager 1500 €/ha pour rémunérer les facteurs de production, un niveau comparable à la moisson 2022. Pour un rendement de 72 q/ha (moyenne quinquennale française), la tonne de blé devrait être vendue à plus de 210 € pour couvrir les charges engagées, ainsi que le travail de l'exploitant, le foncier et le capital mis à disposition.

### Transformer le système pour le rendre plus résilient

Face à une augmentation durable des coûts de production, un retour des cours mondiaux au niveau des années 2015-2020 remettrait en cause la viabilité des exploitations, en particulier celles soumises à des contraintes pédoclimatiques fortes.

Dans bien des cas, des ajustements ne suffiront pas, il faudra transformer le système d'exploitation en profondeur, en anticipant que le « rayon de braquage » d'une exploitation agricole est supérieur à 3 ans !

Adapter son fonctionnement aux impératifs climatiques ainsi qu'aux demandes sociétales oblige à détecter les points de convergence et les opportunités.

Ainsi, les efforts faits pour rendre son système plus autonome (améliorer la structure du sol par sa couverture, apports de matières organiques... ) auraient des effets vertueux sur les dépenses, et pourraient rendre le système moins sensible aux sécheresses. Cela peut également permettre de vendre des crédits carbone (stockage de carbone dans les sols).

## Grandes cultures

La recherche de cohérence s'applique également à la gestion des investissements. L'achat de matériel de semis de plus en plus performant s'est-il accompagné d'une refonte de l'itinéraire de travail du sol ? Avec la forte inflation des outils de traction ces 5 dernières années, les conséquences sur les coûts de production sont plus importantes : la puissance de traction est-elle adaptée ? Pourrait-on se satisfaire de 20-30 chevaux de moins ? Le matériel doit être renouvelé en s'assurant que le futur niveau d'annuités sera supportable pour l'EBE potentiel. Parfois, l'externalisation de certaines tâches est plus avantageuse.

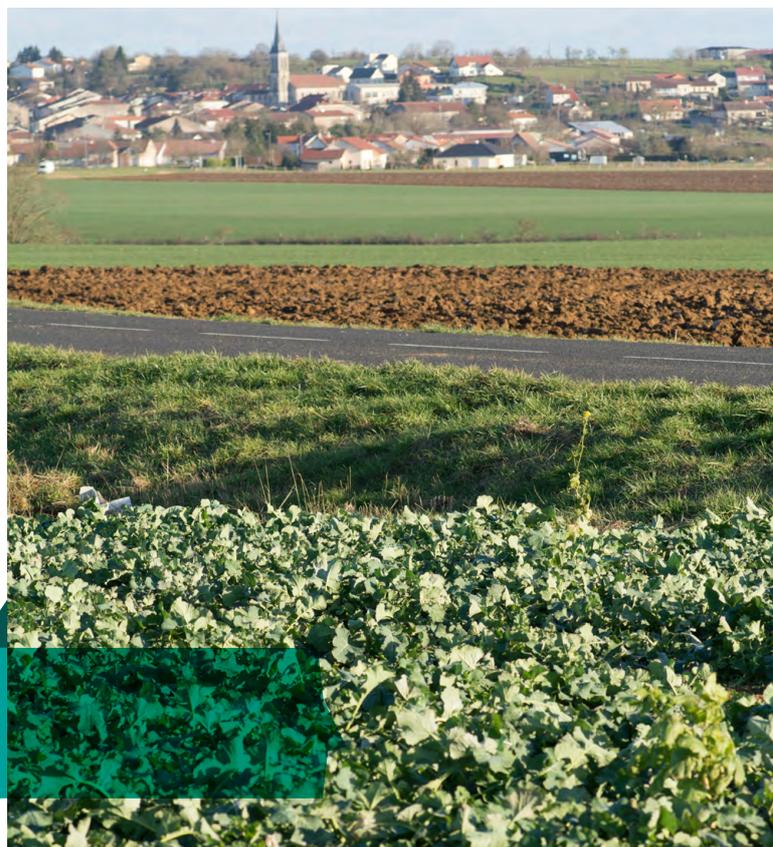
Pour réussir, il est important de sortir de l'échelle de sa seule exploitation, se faire accompagner, s'insérer dans des groupes pour bénéficier de recherches et connaissances collectives.

### Sécuriser son chiffre d'affaires rend l'entreprise plus robuste

Les systèmes céréaliers sont sujets à d'énormes variations de leur chiffre d'affaires, provoquées par les aléas climatiques et de marché. Ces variations compliquent la gestion de l'entreprise et la fragilisent. Des amortisseurs permettent de lisser le chiffre d'affaires et d'augmenter la valeur créée par l'exploitation. Ainsi, les aides publiques venant atténuer les effets des crises, il est capital de vérifier que ces adaptations confortent ou améliorent le niveau d'aides.

Dans de nombreuses régions, les initiatives de recherche de valeur ajoutée fleurissent : relocalisation des productions, contractualisation pour de nouveaux marchés (énergie, isolation, textile...), diversification de l'assolement avec des cultures à valeur ajoutée.

Par ailleurs, les efforts pour améliorer le bilan carbone des exploitations (limitation du recours aux engrais, travail du sol, amélioration de la teneur en matière organique) et pour le mesu-



rer peuvent être valorisés en recherchant des filières intégrant ces mesures dans leur cahier des charges. Les entreprises d'aval notamment vont rechercher de plus en plus à décarboner leurs approvisionnements. Il est important de mesurer et de leur faire connaître ces efforts.

Enfin, une stratégie assurantielle optimisée (épargne de précaution, assurance aléas) et dans certaines zones, un accès pérenne à l'irrigation, permettent aussi de sécuriser le chiffre d'affaires.

La stratégie sera menée dans le cadre d'une amélioration de la performance globale intégrant les volets économiques, sociétaux et environnementaux. Améliorer la robustesse de son entreprise passe par quelques défis : une moindre exposition aux risques, améliorer son autonomie et valoriser ses compétences.

## Le bio, à un carrefour de son développement

Suite aux vagues de conversion ces dernières années, la production bio française a fortement augmenté, permettant même d'exporter une partie de la production de blé. Cette connexion aux marchés mondiaux génère de l'instabilité. Le sourcing des industriels est sécurisé, tendant à accroître la pression sur les prix et à réduire la contractualisation pluriannuelle. Dans ce contexte, les prix payés aux producteurs bio sont devenus plus volatils et les prix des blés conventionnels et bio tendent à converger.

Pour les protéines végétales (lentilles, pois chiches, soja), production « phare » de l'alimentation de demain, s'ajoute une problématique des volumes en raison d'une présence de ravageurs particulièrement marquée.

En face, la consommation ne suit plus. En GMS, des enseignes spécialisées déposent le bilan, la fabrication d'alimentation animale bio chute... Cette tendance pourrait être atténuée si l'application de la loi Egalim au niveau de la restauration collective se concrétise et ouvre de nouveaux débouchés. La réduction du marché touche de plein fouet les entreprises de l'aval en pleine phase d'amortissement d'investissements récents. Demain, la crainte porte sur une vague

de déconversion en amont, qui rendrait le tissu aval dédié au bio surdimensionné.

Côté production, être en bio ne permet plus de se protéger de la volatilité. Le choix stratégique de la production biologique est requestionné : la question du retour en conventionnel se pose de plus en plus fréquemment. Au-delà des engagements réglementaires (aides à la conversion sur 5 ans) et d'une conjoncture très défavorable, cette décision dépend de la vision du métier par l'agriculteur et de sa stratégie. Il est donc nécessaire de réfléchir sereinement à sa situation : « Pourquoi suis-je en bio ? Qu'est-ce qui me plaît dans ce mode de production ? Quels ont été les résultats pluriannuels de mon exploitation ? Puis-je améliorer mon fonctionnement ? Comment évoluent mes rendements dans le temps ? Quel niveau de prix ai-je obtenu ? Quelles sont mes charges de mécanisation ? »

Il est tout aussi important de réfléchir aux conséquences du retour éventuel au conventionnel : vision du métier, pratiques quotidiennes, investissements spécifiques, assolement, objectifs de rendement, résultats économiques... Tous ces critères peuvent être comparés aux références par système d'exploitation et permettre de se projeter sur 3-5 ans.

## Le marché du sucre

Le marché du sucre a souvent prouvé dans le passé qu'il ne réagissait pas comme celui des grandes cultures SCOP ; c'est encore le cas cette année. Propulsé vers des sommets en raison d'un bilan déficitaire mondial pour la 5<sup>e</sup> année consécutive et d'une demande forte notamment en sucre blanc, le marché du sucre en Europe atteint des niveaux records. L'UE étant importatrice nette de sucre, depuis la réforme de 2016, le mécanisme de calcul des droits de douane, qui augmentent avec les volumes importés, a renforcé cette augmentation des cours.

Produit stratégique pour plusieurs pays gros producteurs et exportateurs de sucre, comme l'Inde ou la Thaïlande, la protection des marchés par la régulation est quasi systématique.

En France, la baisse des surfaces de plus de 25 % depuis 2017, conjuguée à des rendements décevants depuis quelques années en lien avec les conditions climatiques et l'activité des bio-agresseurs ont fragilisé la filière qui escomptait une

bonne campagne 2023 qui ne sera probablement pas à la hauteur des espérances.

Si la filière espère ne pas connaître de nouvelles années noires comme les campagnes 2018 à 2020, le recul des prix pourrait être relativement brutal en 2024, d'autant plus que l'UE va permettre l'entrée de volumes conséquents de sucre ukrainien sans droits de douane et que l'Inde, en réduisant son programme éthanol, revient sur le marché mondial.

Les coûts de revient à l'hectare des cultures industrielles telles que la betterave, les pommes de terre ou les légumes de plein champ... ne redescendront pas aux niveaux de 2021. Fortement consommatrices de produits phytosanitaires moins nombreux et de plus en plus chers, ces productions nécessitent une forte mécanisation et sont très consommatrices d'énergie pour la production (irrigation...) et le stockage. Pour conserver les marges, la technicité et une bonne valorisation du produit seront indispensables. ●

# Arboriculture & viticulture



par **Guillaume GÉRAUD**, *Conseiller d'entreprise, Cerfrance Dordogne*

## Le réchauffement climatique est déjà visible

L'hémisphère nord se réchauffe plus rapidement que l'hémisphère sud.

Entre 1901 et 2017, l'ensemble de la planète s'est réchauffé de 0,9 °C mais plus localement, le sud de la France s'est réchauffé de 1,8 °C.

Même s'il y a des variabilités interannuelles, il y a une tendance de fond nette au réchauffement, avec une accélération depuis les années 1980.

Avec la remontée générale des températures, le nombre de jours de gelées diminue. Pour la station météo de Perpignan, il y a ainsi eu 7 jours de gel en moins en 60 ans et des températures minimales en hausse d'environ 0,3 °C par décennie.

Le réchauffement climatique s'accompagne également d'une évolution de la pluviométrie. Même si on n'observe pas, pour l'instant, de baisse significative de la pluviométrie annuelle sur les stations météo du sud de la France, il y a une évolution de la saisonnalité avec une diminution significative des pluies en été (-5,7 mm

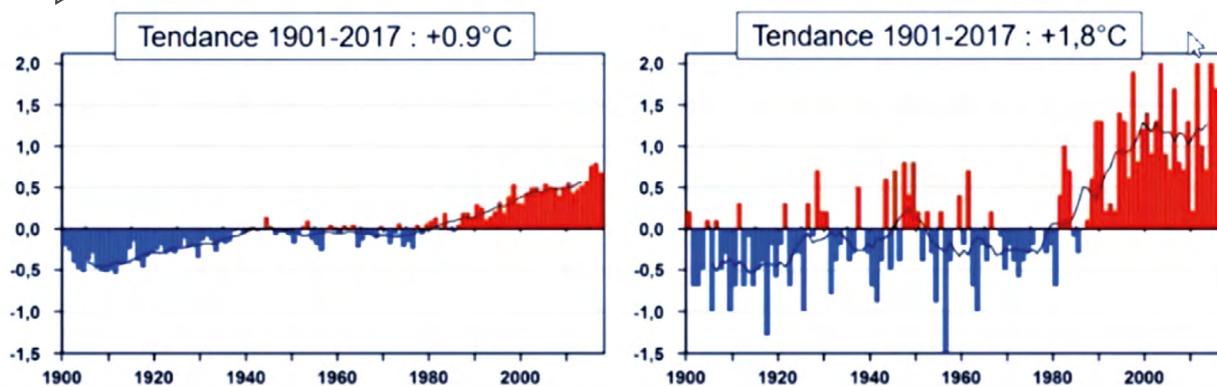


par décennie pour la station météo de Perpignan par exemple).

Enfin, la chaleur reçue par les plantes augmente fortement: +90 °C par décennie pour la station de Perpignan.

Avec des températures plus chaudes, un plus fort rayonnement et moins de pluies l'été, l'évapotranspiration potentielle (ETP) des plantes augmente significativement: +65 mm par décennie dans les Pyrénées-Orientales.

## Réchauffement climatique sur la planète (à gauche) et dans le sud de la France (à droite)



Source: METEORFRANCE (station de Perpignan)

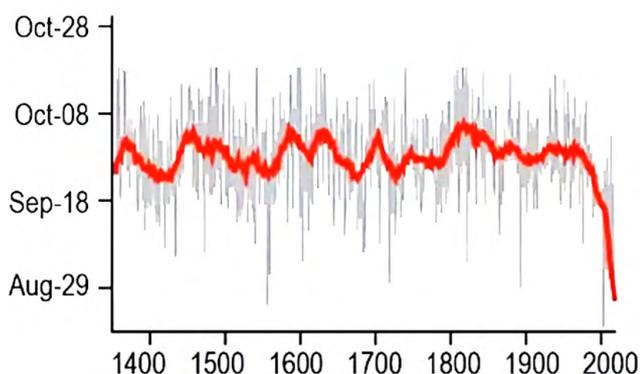
## Des conséquences importantes sur les fruits et légumes et la vigne

Ce réchauffement global entraîne des conséquences visibles sur la vie des plantes. L'ensemble des phases de la vie de la plante avance dans tout l'hémisphère nord.

Le débourrement de la végétation se fait de plus en plus tôt et, avec lui, l'ensemble du cycle végétal se décale.

On constate par exemple une avance de 20 jours pour les vendanges à Beaune depuis 1371, avec un décrochage très net sur les vingt dernières années.

### Date de vendange à Beaune



Source : Serge Zaka (intervention 13 décembre 2023, chambre d'agriculture Pyrénées-Orientales)

Dans les modélisations à 2100, on anticipe une avance importante des floraisons. Par exemple, jusqu'à 25 jours d'avance pour la floraison du pommier à Chartres.

Même s'il gèle moins, la période de gelées potentielles diminue peu et, avec un débourrement plus tôt, d'ici à 2040-2050 la phase de dégâts potentiels de gel risque d'être plus précoce et plus longue. La fin du mois de mars ou le début d'avril pourrait être un stade crucial avec un débourrement déjà bien entamé et un risque de gel toujours significatif.



Cependant, ce risque de gel en mars et avril pourrait commencer à disparaître dans les zones les plus septentrionales de France à partir de 2040 en raison d'un réchauffement global qui s'accroît et nettement moins de jours avec des gelées.

Mais avec un hiver moins prononcé, il pourrait ne plus faire assez froid sur ces régions pour induire la floraison de certaines espèces et/ou variétés. En effet, les espèces végétales ont besoin d'une période minimale de froid durant l'hiver pour induire leur floraison (vernalisation).

Par exemple, il risque de ne plus être possible de cultiver de l'abricot en Roussillon au-delà de 2040. Pour la variété d'abricot Colorado, variété cultivée en France qui nécessite le moins d'heures de froid, les différentes hypothèses de réchauffement montrent que certaines années il ne fera plus assez froid pour induire une floraison.

Concernant la **viticulture**, le remplissage des baies devrait se décaler avec des caractéristiques organoleptiques des vins qui pourraient donc être différentes. On observe déjà pour de nombreuses appellations un taux de sucre supérieur, un taux d'alcool qui augmente et une acidité qui diminue.

## « Le débourrement se fait de plus en plus tôt et l'ensemble du cycle végétal se décale. »

Par ailleurs, dans les caves, le vin est plus difficile à travailler quand les températures sont élevées.

Les vins risquent d'être à l'avenir plus « plats », plus instables et moins aptes au vieillissement. Et surtout, ils risquent de n'être plus représentatifs de leurs territoires.

Pour les **cultures sous serres**, il y a encore peu d'études sur les effets du changement climatique. Mais on peut penser qu'il sera certainement possible d'implanter les cultures sous serres plus tôt et de les arrêter plus tard.

La phase critique ne sera pas le printemps comme pour les vergers ou les vignes, mais plutôt l'été durant les plus fortes chaleurs et avec le plus fort rayonnement lumineux.



### Pomme/Poire Retour à une récolte satisfaisante après des années de gel tardif

La récolte 2023 marque globalement un retour à des quantités satisfaisantes (même si on n'est pas au plein potentiel) alors que la récolte européenne est annoncée en baisse de près de 7 % par rapport à 2022.

La récolte française s'établirait à 1,6 millions de tonnes soit une progression de 10 % par rapport à la moyenne des 3 dernières années qui, en raison de plusieurs épisodes de gel avaient été de petites récoltes.

Les situations sont cependant assez différentes d'un territoire à l'autre :

- Sud-Est et Alpes: récolte plus faible que prévu
- Sud-Ouest et Limousin: récolte conforme aux prévisions
- Val de Loire: récolte supérieure aux prévisions

Ceci entraîne des disponibilités plus faibles pour les variétés internationales (Golden, Gala ou rouges), mais légèrement plus forte pour les variétés club et les variétés terroirs (Chantecler, Reinette grise).

Il y a tout de même des questions sur la conservation pour les parcelles qui ont été récoltées le plus tard en raison des chaleurs importantes à ce moment-là.

Dans une moindre mesure, la situation est similaire en poires avec une récolte en baisse en Belgique, Pays Bas et Italie. Pour la France, après une récolte abondante en 2022 (surtout en poires d'été), c'est un retour aux moyennes des années précédentes avec 125 000 t.

Avec peu de volumes disponibles en Europe, les cours sont fermes et l'écoulement satisfaisant.

## Fraise

### Toujours des difficultés pour la fraise d'été



Le printemps s'est bien passé avec une progression régulière des volumes, sans à-coups et avec des niveaux de prix satisfaisants. Il en a été de même pour le début de l'été. La météo pas trop chaude a permis d'éviter les périodes de surproduction et les problèmes de qualité.

À partir des fortes chaleurs d'août, certains producteurs ont décidé d'arrêter de ramasser les fraises. En effet, la mauvaise tenue des fruits et les niveaux de prix très bas ne permettaient plus de couvrir le prix de revient.

À noter qu'il y aurait eu quelques problèmes de qualité de plants sur certaines variétés qui ont fait baisser les rendements. Ceci pourrait en partie expliquer pourquoi globalement il n'y a pas eu de très gros rendements.

La question de continuer la fraise remontante est de plus en plus présente. Notamment chez des producteurs qui font peu de variétés ou d'emballages différenciants.

## Fruits d'été

### Sécheresse et concurrence espagnole

En abricot, le printemps a été marqué par des difficultés d'irrigation importantes en Roussillon et les craintes étaient fortes quant à la capacité des producteurs d'abricot à avoir une production.

Mais grâce à quelques pluies en fin de printemps, la situation s'est améliorée et la production a pu atteindre un niveau correct.

Cependant, le temps maussade durant la première partie de l'été n'a pas favorisé la qualité et de nombreux lots ont dû être déclassés. Cette météo compliquée a entraîné également un télescopage de variétés et un engorgement du marché.

Par ailleurs, la consommation très « météo-sensible » sur ce produit n'a pas été au rendez-vous et la concurrence espagnole a été forte en raison de la qualité gustative du produit français jugée moyenne (en raison de la météo).

En pêche-nectarine, la concurrence espagnole a été également significative mais les prix sont restés cependant fermes grâce à une offre limitée.

Au final, le résultat des exploitations s'annonce mitigé et hétérogène en fonction de leur localisation, de leur calendrier variétal et de leur accès à l'eau.



## Viticulture: A la baisse de la consommation s'ajoutent de forts événements climatiques

### Vignobles du Sud-Ouest

Les vendanges 2023 ont été satisfaisantes pour les blancs. Un peu moins pour les liquoreux car les conditions météo se sont dégradées au moment de la récolte.

Pour les rouges, il y a d'importantes disparités entre les exploitations: le mildiou, qui touche fortement le cépage Merlot (très présent dans le Bordelais), a affecté beaucoup plus fortement les vendanges des rouges. Certaines parcelles n'ont pas été vendangées et d'autres ont de bons rendements. En ce qui concerne la commercialisation, le marché avait commencé à se retourner dès 2018 en raison d'une baisse globale de la consommation en France (plus fortement sur les rouges), d'une baisse des exportations (notamment vers les USA et la Chine), puis de la crise de la Covid-19. Mais les trésoreries des exploitations tenaient, notamment avec les derniers aléas climatiques (gel en 2021 et 2022, grêle localement...) qui ont été indemnisés et qui avaient permis d'atténuer la baisse des ventes des millésimes précédents.



Toutefois, l'année 2024 s'annonce très compliquée pour les exploitations à dominante rouge. Il y a peu de stocks en raison des petites récoltes précédentes et la récolte 2023 est également limitée en raison de la très forte attaque de Mildiou. À cela s'ajoutent une commercialisation très calme et des cours à la baisse.

Dans le Bordelais, se dessine une nette diminution du nombre de viticulteurs dans les 2 ans à venir.

Une prime d'arrachage est en cours pour 9500 ha. On suppose qu'il y aura en plus des arrachages non primés.

Globalement dans le Sud-Ouest, la situation est très compliquée en vrac et pour certaines coopératives. Les viticulteurs qui vendent eux-mêmes la majorité de leurs volumes avec un réseau de clientèle bien implantée, résistent mieux.

### Vignobles du Sud-Est

Pour cette vendange 2023, la problématique principale (et de plus en plus récurrente) a été le manque d'eau. Il a pu entraîner des coulures, des problèmes de débourrement et de développement de la végétation. Il y a également eu localement des épisodes de gel de printemps puis de grêle.

Globalement, les volumes produits ont donc été limités même si la situation est assez hétérogène selon les zones et selon les exploitations.

Les problématiques de commercialisation impactent également ces régions. En rouges, blancs ou rosés les contractualisations sont en repli avec des prix à la baisse.

Les politiques de marques de certains domaines qui se sont développées dans ces vignobles au détriment des appellations leur permettront peut-être de maintenir le niveau des ventes grâce à une meilleure sécurisation de la clientèle (en France comme à l'export).

### Vignobles du nord de la France

Les prix commencent également à marquer le pas en rouge. Pour l'instant, l'écoulement se déroule bien grâce aux petites récoltes des années précédentes (plusieurs années de gel), mais en Bourgogne la très belle récolte de 2023 en rouge crée des inquiétudes pour les années à venir.

Les vins blancs et effervescents continuent à tirer leur épingle du jeu.

### Vins bio

Les aléas climatiques ont parfois touché plus durement les parcelles en agriculture biologique. Et du côté de la commercialisation, les vins bio suivent la même tendance que les vins conventionnels et ne sont désormais plus épargnés par les secousses du marché.

## Comment s'adapter au changement climatique ?

Le changement climatique est amplifié pour les exploitations avec des cultures pérennes, car il y a moins de capacité à s'adapter rapidement (du fait du cycle de production long de ces cultures) et ce sont souvent des structures très spécialisées. Il n'existe pas une solution uniforme pour s'adapter à ces changements, mais une multitude de solutions complémentaires.

À court terme, il faudra **développer les systèmes d'alerte** en faisant des prévisions agro-climatiques. C'est-à-dire traduire les températures gélives en pertes de rendement pour prévenir les agriculteurs de l'arrivée d'un gel et des conséquences potentielles de celui-ci.

Les arboriculteurs devront plus systématiquement **prévoir des systèmes de lutte contre le gel**. Mais ces protections sont souvent coûteuses et peu efficaces en cas de fortes gelées. De plus, les systèmes de protection par aspersion sont très gourmands en eau et viennent utiliser des réserves qui pourraient être utiles pour l'irrigation l'été, en cas de fortes chaleurs.

**L'irrigation**, qui n'est actuellement pas autorisée pour une grande partie des AOP viticoles, pourrait s'avérer nécessaire. Cependant, avec la raréfaction de la ressource en eau, cela pourrait entraîner des conflits avec les autres usages (agricoles et non agricoles). De plus, les vignes sont souvent cultivées sur des zones de coteaux peu propices à l'irrigation.

Certains cahiers des charges d'AOP commencent tout de même à évoluer, pour permettre des adaptations. Par exemple, la diminution de la densité de plantation est une piste. En plus de faire baisser le besoin en eau à l'hectare, elle permet aussi de faciliter les vendanges mécaniques et donc de s'adapter au manque de main-d'œuvre.

### Plus besoin de chauffer les serres ?

Le coût de l'énergie reste une préoccupation importante des producteurs sous serres.

Nombreux sont ceux qui chauffent leurs serres au gaz et les questions géopolitiques de ces dernières années ont entraîné une nette hausse du prix de l'énergie (même si en 2023, le prix du gaz s'est stabilisé).

De plus en plus d'agriculteurs s'orientent déjà vers des systèmes de production de chaleur plus renouvelable (bois énergie), mais on peut penser que dans les années à venir, le bio gaz ou l'électricité photovoltaïque se développeront.

Quoi qu'il en soit, avec des hivers plus doux, le coût de l'énergie pour les productions sous serres pourrait être moins prépondérant qu'aujourd'hui.

**L'agriculture de conservation des sols** (couverts végétaux...) peut également être un moyen de lutte contre l'assèchement des sols.

Pour les serres, là encore, il faudra une gestion la plus optimale possible de l'irrigation (goutte à goutte plus efficace, récupération des pluies des toits, recyclage des eaux d'irrigation...) et des systèmes plus efficaces de protection contre les rayonnements (ombrages amovibles sur les serres, panneaux photovoltaïques sur les vignes...).

En vue de s'adapter à plus long terme, il va être rapidement nécessaire d'implanter des **variétés ou cépages** à floraison plus tardive, mais qui résistent également mieux aux périodes de fortes chaleurs et aux sécheresses.

Il faudra peut-être aussi envisager une diversification des espèces cultivées en allant chercher des espèces jusque-là cultivées plus au sud: oliviers, pistaches, figues, cépages viticoles du Maghreb...

## Arboriculture & viticulture

Les zones de production autour de la Méditerranée subissent, elles aussi, le réchauffement climatique. L'Espagne et le Maroc, qui approvisionnent actuellement l'Europe pour de nombreuses cultures, pourraient ne plus être en mesure de produire certaines espèces et des opportunités pour nos régions pourraient ainsi émerger : l'huile d'olive par exemple, mais aussi des productions oubliées du fait de la concurrence avec ces pays (poivrons, aubergines...). Cela nécessitera des entrées importantes de capitaux, des investissements gouvernementaux pour que de nouvelles filières se mettent en place et que les consommateurs adoptent de nouvelles habitudes.

On considère habituellement qu'il faut une trentaine d'années pour que de nouvelles filières se mettent en place sur un territoire.

Quoi qu'il en soit, conserver une agriculture est fondamental pour éviter une désertification. En effet, la végétation (particulièrement les cultures arboricoles) apporte de l'ombrage sur le sol. Or la désertification commence par l'arrivée des rayons du soleil directement sur le sol nu.

Si les agriculteurs arrêtent d'exploiter les terres, c'est le début de la désertification.

Le **partage de l'eau** risque de devenir une problématique importante au cours des années à venir, sans oublier qu'il n'y a pas d'agriculture sans eau.

Les cultures pérennes sont particulièrement vulnérables au manque d'eau en raison de leur cycle de vie long. Si les arbres/vignes meurent, il faut plusieurs années pour reconstituer un verger/vignoble productif. ●

## Lait

par **Mélanie JUGÉ**, *Chargée d'études à l'Atelier des études, Cerfrance Normandie Maine*



### La dynamique de production des principaux pays exportateurs fléchit, la demande asiatique ralentit

● **La production mondiale des principaux bassins exportateurs ralentit au second semestre 2023. Elle pourrait retrouver du dynamisme ces prochains mois.**

La production états-unienne progresse légèrement (+0,2 % sur les onze premiers mois 2023). Après le déclin de la période récente, elle pourrait repartir, encouragée par le rebond du prix des produits industriels et le recul du prix des

aliments. La baisse des volumes des abattages des femelles depuis septembre est un signe de cette potentielle reprise.

En Nouvelle-Zélande, la production progresse globalement de 1,2 % sur les dix premiers mois 2023, mais fléchit depuis juin. Les conditions climatiques plus favorables à partir d'octobre pourraient faire repartir la production.

● **En Europe, après un début d'année dynamique, la production ralentit.** Sur les dix premiers mois 2023, la production progresse de +0,3 %, avec un contraste entre le nord, jusqu'à moteur de la croissance de la production européenne, et le sud, où la production laitière



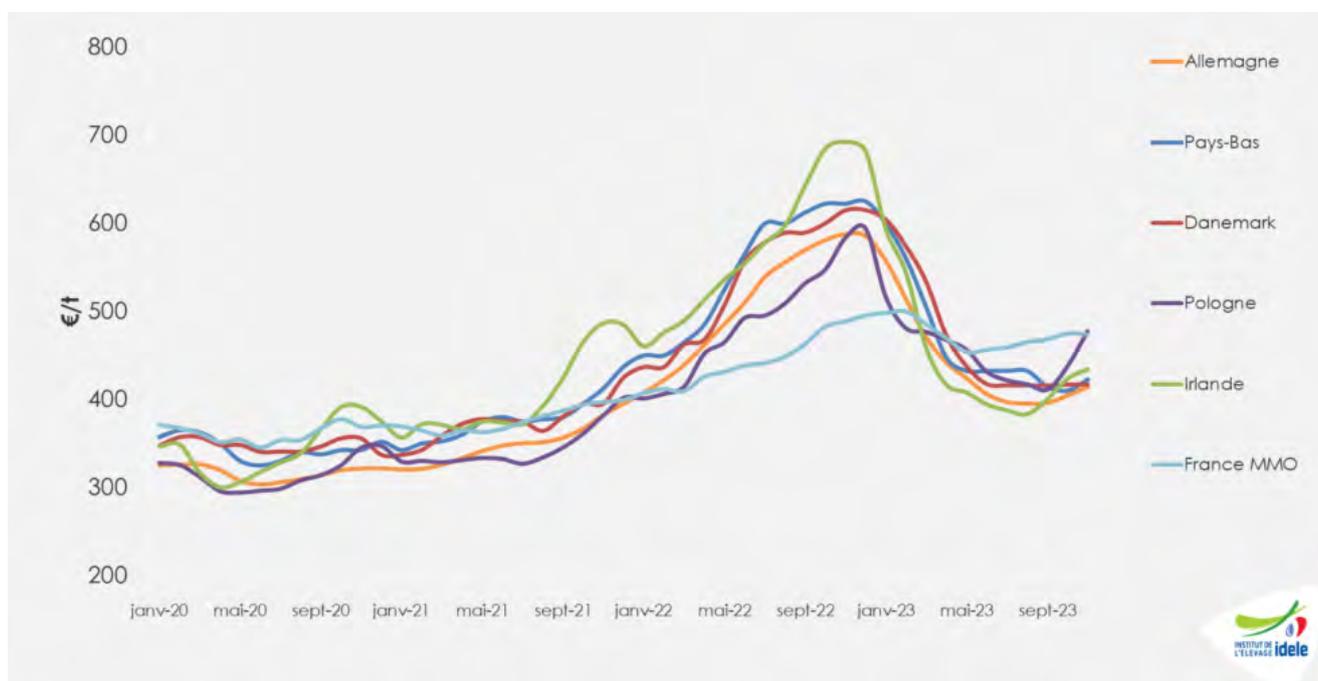
## Lait

● **Le prix du lait français est à un niveau élevé.** Il a moins augmenté que chez nos voisins européens sur l'année 2022, mais il descend également moins bas ces derniers mois. Le prix du lait français reflète en effet son utilisation sur les différents marchés, et le marché d'export de produits industriels, particulièrement soumis à la volatilité, représente une part plus limitée que chez nos voisins européens.

Cela explique la plus grande stabilité du prix du lait français par rapport aux prix européens.

En 2023, la valorisation du lait en produits de grande consommation (PGC) a permis la hausse du prix du lait. Au contraire, la valorisation beurre-poudre a eu un effet baissier. Le prix de base moyen 2023 progresse en moyenne de 15 € et atteint environ 430 €/1000 L.

### Évolutions des prix réels du lait dans l'UE



Source : GEB - Idele d'après MMO.

### La conjoncture excellente pourrait revenir à un niveau correct

● **Les résultats économiques et financiers sont très bons depuis deux ans.** Les excédents de trésorerie dégagés permettent d'affronter l'avenir avec davantage de sérénité.

● **Le prix du lait 2024 pourrait ressembler à 2022.** Différents facteurs influenceront le prix de vente du lait 2024 : la valorisation des produits de grande consommation (PGC)

export (environ 20 % du lait produit en France) est attendue en forte baisse, du fait de la baisse du prix du lait allemand ; le prix des produits industriels dépendra de l'équilibre offre – demande, actuellement favorable mais fragile ; le prix des PGC français se jouera en partie lors des négociations commerciales entre industriels et distributeurs, dont la date butoir a été avancée pour 2024 au 15 janvier pour les PME et les ETI et au 31 janvier pour les grands groupes industriels dont le chiffre d'affaires est d'au moins 350 millions d'euros. Le prix de base du lait en 2024 pourrait être à un niveau proche de celui de 2022.

## Lait

● **Le niveau des charges devrait rester élevé.** L'indice IPAMPA, représentant le niveau de charges en production laitière, augmente de 4 % en moyenne mobile sur les 12 derniers mois. Sa valeur au mois d'octobre diminue de 4,3 % par rapport à octobre 2022, du fait de la baisse progressive de l'aliment depuis le printemps 2023 et des engrais depuis un an. À 133,3, il reste à un niveau élevé sur longue période.

## Approvisionner les outils industriels

● **La ressource laitière se raréfie, et cela préoccupe les laiteries.** Le nombre de points de collecte continue de diminuer (-4,3 % entre octobre 2022 et octobre 2023). Cela n'est pas compensé par la hausse des volumes collectés par point de collecte (+2,4 %). Dans ce contexte, les laiteries sont désormais plus souples sur l'augmentation des références laitières contractuelles lorsque les producteurs ont un projet de développement ou s'installent.

● **Le changement de laiterie, rarissime jusqu'alors, pourrait être plus fréquent.** Différents facteurs pourraient le motiver: écarts de prix, politique de gestion des volumes, transparence des relations avec les éleveurs... L'année 2023 apporte quelques exemples de mouvements de producteurs, signe probable d'une évolution du rapport de force dans les relations éleveurs - transformateurs.

● **Les laiteries incitent les éleveurs à réaliser un bilan carbone et à engager un plan d'action.** Les entreprises de plus de 500 salariés doivent en effet réaliser un bilan d'émissions (BEGES), incluant leurs activités amont et aval, donc la production laitière pour les coopératives ou les industriels laitiers. La grande distribution encourage ses fournisseurs à accroître leurs efforts: Carrefour, par exemple, a annoncé fin 2022 demander à ses



100 principaux fournisseurs d'être engagés sur une trajectoire 1,5 °C d'ici 2026, sous peine de déréférencement. Pour les exploitations laitières, la performance carbone va plutôt de pair avec la performance économique. C'est ce que montre une étude de l'Atelier des études économiques sur 288 exploitations laitières. L'alimentation du troupeau, la maîtrise des charges, la recherche d'efficacité sont en effet des leviers de performance économiques et de performance carbone.

**Lien vers l'étude :**

<https://normandiemaine.cerfrance.fr/latelier/veille-economique-etude-carbone-2023/>

## Le lait bio à la recherche de nouveaux équilibres

● **La collecte de lait bio se réduit:** elle recule de 3,7 % sur les dix premiers mois 2023. Si le climat peut expliquer une partie de cette baisse, on observe aussi une diminution du nombre de livreurs de lait bio (-2,5%). Les causes peuvent être le départ à la retraite sans reprise de l'atelier bio, l'arrêt d'atelier laitier, le

retour au conventionnel. Cette dernière situation semble toutefois rare.

● **La baisse de la consommation est encore plus forte.** Les consommateurs, attentifs à leur pouvoir d'achat dans cette période d'inflation, se détournent en partie des produits bio pour leur préférer des produits de gamme inférieure. Les volumes de vente des produits laitiers bio sur le marché de détail reviennent à des niveaux proches de début 2018.

### Les volumes de vente sur le marché de détail jusqu'au 31 décembre 2023 (P13\_2023)



Source : Cniel / IRI (ventes en Hyper, supermarchés, discount et e-commerce)

● **Une part trop importante du lait est déclassée.** Un certain niveau d'excédent est normal en bio eu égard à la saisonnalité de la production et au type de produits réalisés. Mais la baisse de la production étant moins forte que la baisse de la consommation, des volumes croissants de lait sont déclassés. Le CNIEL estime que 35 % de la collecte a été déclassée

en 2022, et qu'il devrait en être de même en 2023. Ces volumes valorisés en conventionnel pénalisent peu le prix lorsque la conjoncture en conventionnel est favorable et permet une bonne valorisation des excédents, ce qui est pour l'instant le cas. Retrouver de meilleurs équilibres est toutefois souhaitable pour que le prix de marché puisse exprimer la valorisation bio. Cela demandera du temps. ●

# Viande bovine

par **Nathalie LEBEAU**,  
Référente conseil, Cerfrance Saône-et-Loire  
et **Jacques MATHÉ**, Économiste rural



*La baisse marquée des cheptels depuis plusieurs années limite aujourd'hui l'offre et soutient les prix.*

## La décapitalisation : une situation inquiétante pour l'avenir de l'élevage

Selon l'institut de l'élevage, la décapitalisation s'est traduite par -939 000 vaches depuis 2016, c'est 10 % de vaches laitières en moins et 14 % de vaches allaitantes.

### ● On peut identifier trois causes à cette décapitalisation en secteur allaitant :

- La première est liée à la **démographie**. L'élevage allaitant est le secteur agricole le plus vieillissant, le moins féminisé, avec de la main-d'œuvre familiale, non salariée, et de plus en plus en pluriactivité. Cela engendre plutôt une simplification des systèmes d'élevage et les exploitations restantes ne s'agrandissent plus et compensent de moins en moins les départs.
- La seconde est en lien avec la répétition des **aléas climatiques**. Globalement, les exploitations sont plus extensives, avec près de 7 % d'UGB à l'ha en moins. Par exemple, le bassin allaitant est passé de 1,14 UGB /ha en 2010, à

1,05 de moyenne en 2020. Auquel s'ajoutent les relocalisations du cheptel dans les zones sans alternatives agricoles.

- La troisième, et non des moindres, est **économique**, avec la rentabilité comparée aux revenus des productions végétales.

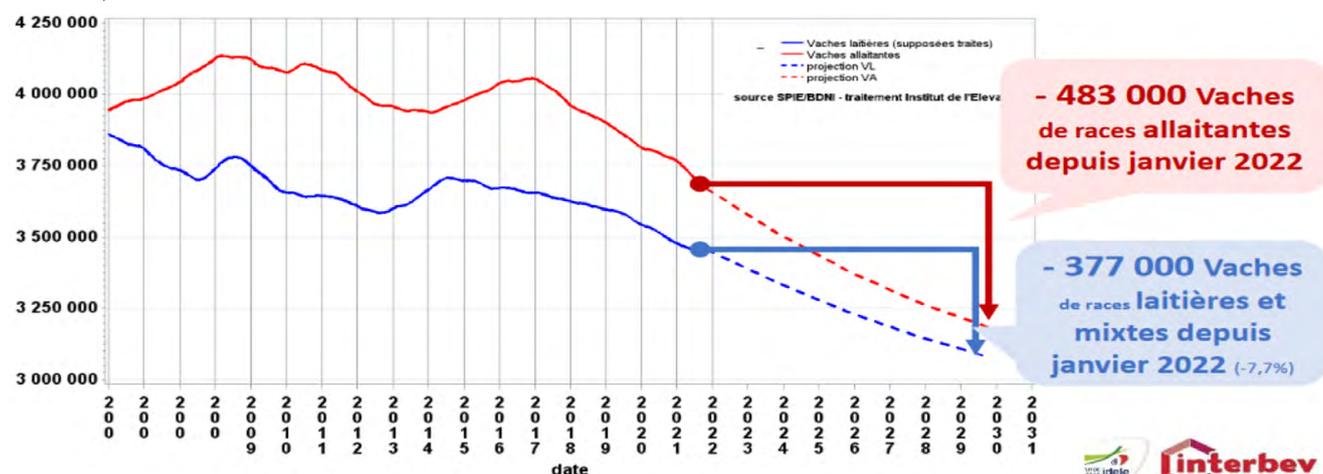
Depuis 2015, le nombre de têtes dans l'hexagone diminue, mais la baisse de la production de viande ne se fait sentir que depuis la fin 2021. Pendant près de 5 ans, les cessations ont alimenté l'activité des abattoirs. Car un éleveur qui arrête l'élevage, c'est de la viande en plus pour la filière ! Du moins à court terme.

### ● 1,3 million de bovins en moins en 2030

Les chiffres donnent le tournis. Mais si rien n'est fait pour arrêter la décapitalisation, « on passera de 7 millions de bovins en 2023 à 5 en 2035 », décrit Matthieu Replinger, analyste de marché pour Interdev au Sommet de l'élevage. En résumé, le « moule à veau » qu'est la France, se fissure de plus en plus. Ces projections, plutôt pessimistes, ne seront pas sans conséquences sur la filière.

1. source : Agreste recensements agricoles

Évolution du nombre de vaches laitières et allaitantes (tendances désaisonnalisées) et projection 2030

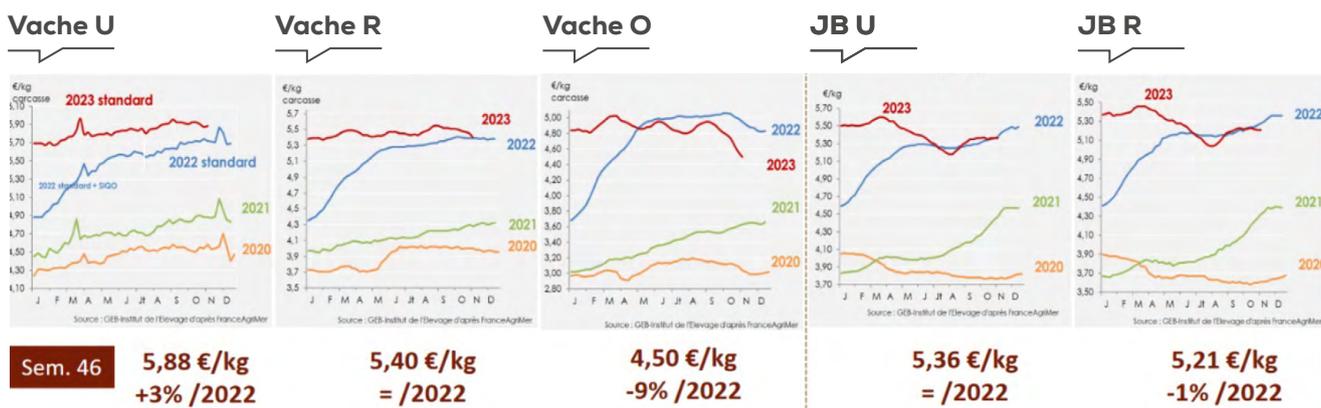


## Viande bovine

### Le manque d'offre maintient les cours pour les animaux les mieux conformés.

Depuis la fin 2021, le manque a conduit à une augmentation des prix de marché. Globalement, toutes les catégories de bovin ont progressé aux environs de 30 % par rapport à

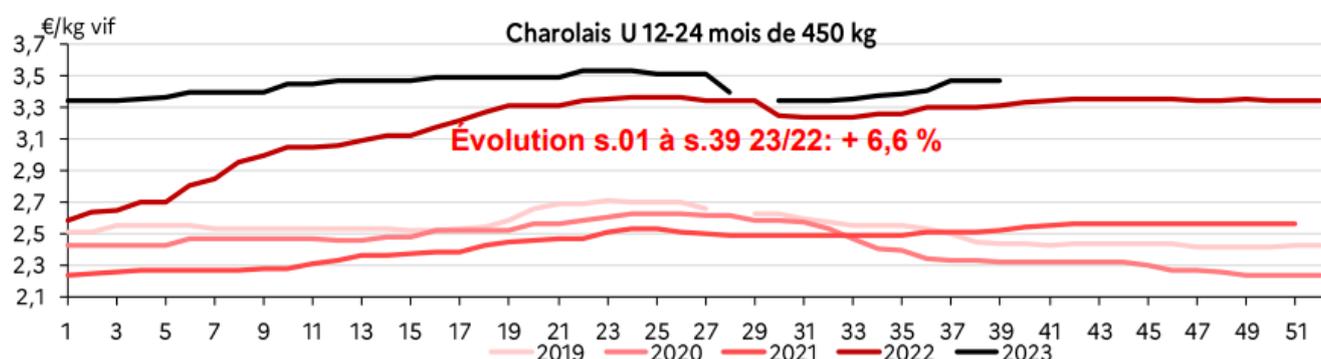
2020. Même si on observe une certaine stabilité par rapport à 2022, notamment pour les JB, on se rend compte que le manque d'offre, soutient les cours pour les animaux les mieux conformés.



Les cours du broutard sont sous pression de la MHE, mais le marché est demandeur.

La détection de cas de maladie hémorragique épizootique ou MHE en France en septembre 2023, dans le Sud-Ouest, a entraîné la fermeture du marché algérien aux importations de broutards français. Mais une nouvelle fois, le manque d'offre a réduit les disponibilités. La demande en broutards reste donc bien

présente en France et en Italie. La pression sur les cours dépend de la situation sanitaire dans chaque bassin de race : pour les bassins proches de foyers ou dans les zones réglementées, ils fléchissent, ailleurs ils restent fermes. À la date du 3 janvier 2024, 3708 foyers de la maladie ont été recensés en France dans les élevages.



### 2022 : année record de revenu

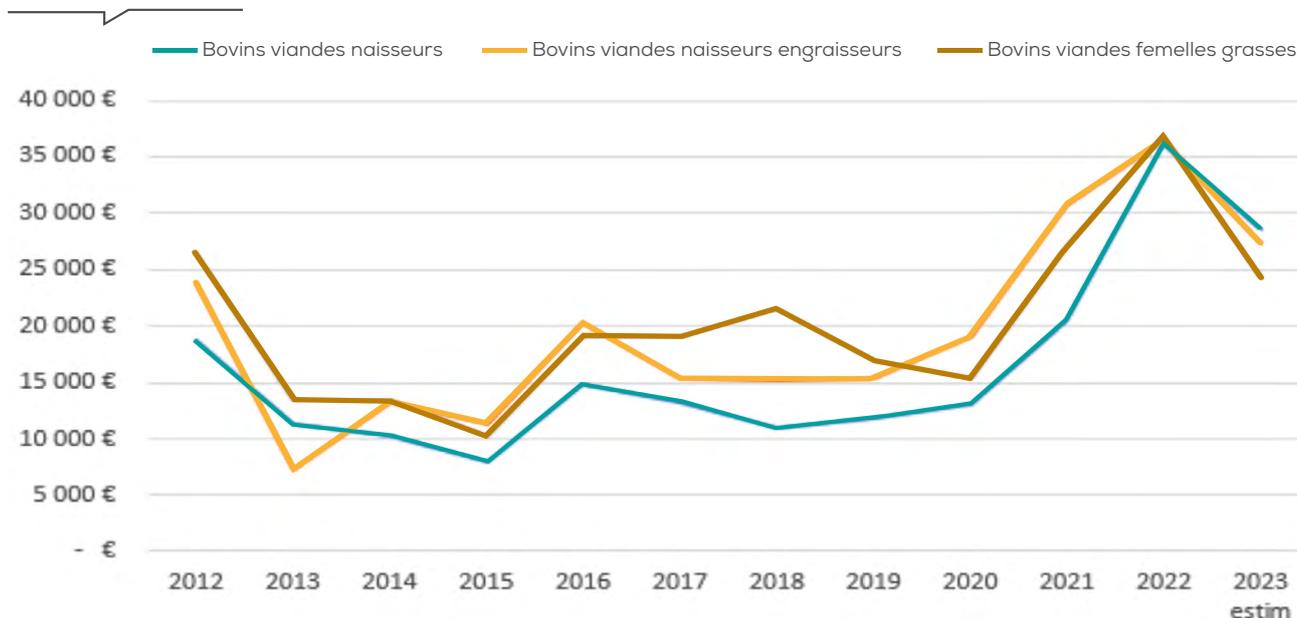
Le résultat courant par UTAF (Unité de Travail Familial) atteint en moyenne 35 k€, du jamais vu depuis dix ans. Alors que les éleveurs retrouvent le moral, l'estimation 2023 s'annonce moins rémunératrice avec l'augmenta-

tion des charges. Les différents systèmes d'élevages gardent cependant un niveau supérieur à l'ensemble des années antérieures.

À noter que la PAC 2023 ne se montra pas aussi encourageante que prévu pour l'élevage allaitant, du fait des révisions à la baisse des montants des éco-régimes.

## Viande bovine

### Évolution du résultat courant / UTAF en euros constants Bovins viande



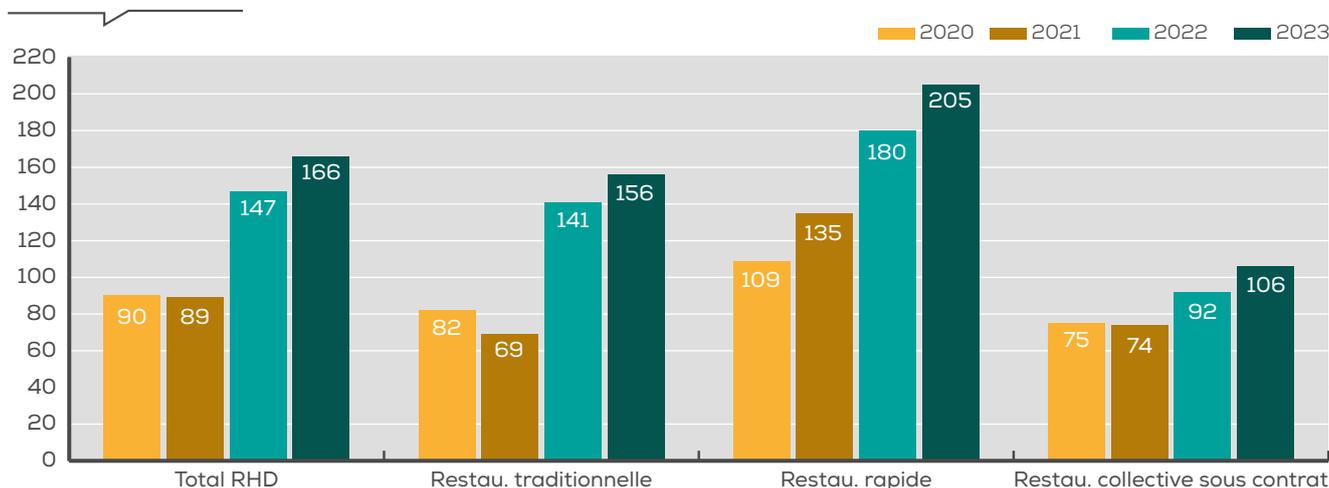
Source : Cerfrance Bourgogne jusqu'en 2015 et Bourgogne-Franche-Comté depuis 2012.

### La consommation de viande dans la restauration rapide en forte hausse

La baisse tendancielle de la consommation de viande bovine est soulignée tous les ans par les acteurs de la filière. Pourtant ce n'est pas tant la baisse de 1,5 % par an que la structure des marchés de consommation qui pose question, et notamment l'évolution du comportement des consommateurs vers plus de consommation

hors foyer. La diminution des volumes achetés par les ménages pour la consommation domestique s'élève à -3 %. Un transfert s'opère notamment vers les enseignes de restauration rapide (on ne compte plus les enseignes burgers de Mac Donald à Big Fernand) ou les restaurants de chaîne (la boucherie, Hippopotamus, Buffalo Grill...). La dynamique de ces « grandes foires à burger » est illustrée par la croissance de leur chiffre d'affaires à +20 % par an depuis 4 ans ! Et de leur fréquentation, notamment par les moins de 40 ans.

### Évolution du chiffre d'affaires de la restauration en France - 8 mois



Source : GEB-Idele d'après INSEE

## Viande bovine



Cette restauration demande des produits à forte compétitivité prix (vaches de réforme laitière pour les morceaux à griller) et du minerais pour les steaks hachés. Le déficit de l'offre française et les prix encouragent les opérateurs de la filière à faire appel à de la viande d'importation. On recherche des muscles prêts à cuisiner issus des réformes laitières de trois pays (Pays Bas, Allemagne, Irlande) qui proposent une offre adaptée : une stratégie sans changement depuis 30 ans !

La problématique en viande bovine est d'abord une question d'équilibre des débouchés de la carcasse. La forte demande en steaks hachés a des conséquences pour les races de hautes qualités bouchère dont une grande partie des muscles doit servir de minerais. La valorisation globale de la carcasse est questionnée que ce soit au niveau du prix mais aussi au niveau de la conformation de ces vaches de réforme ou génisses (parthenaise, limousine, blonde d'Aquitaine).

Au-delà on peut s'interroger sur les raisons de la diminution de la consommation à la maison. La hausse des prix est majoritairement citée, et donc la question du pouvoir d'achat, mais il semble bien que d'autres facteurs agissent sur le comportement des ménages pour être autant attiré par l'offre de la restauration rapide et des grandes chaînes de restauration. Car dans ce choix la question du pouvoir d'achat passe au second plan, il est toujours

plus économique d'élaborer des plats à partir de produits bruts cuisinés à la maison que de les acheter en restauration. Le dilemme pour la filière est de savoir comment adapter l'offre de viande bovine à ces modes de consommation en croissance. En clair, comment produire des muscles adaptés à la production de steak haché et des muscles nobles plus petits. Quel type racial est le mieux adapté, quelle logique d'engraissement, quelle organisation dans la filière, notamment abattage ? Les réponses sont complexes tant pour certaines races et certains élevages l'écart est immense entre l'offre des éleveurs et la demande du consommateur. D'autant que les signaux prix à la production n'encouragent pas les producteurs à la réduction du poids des carcasses.

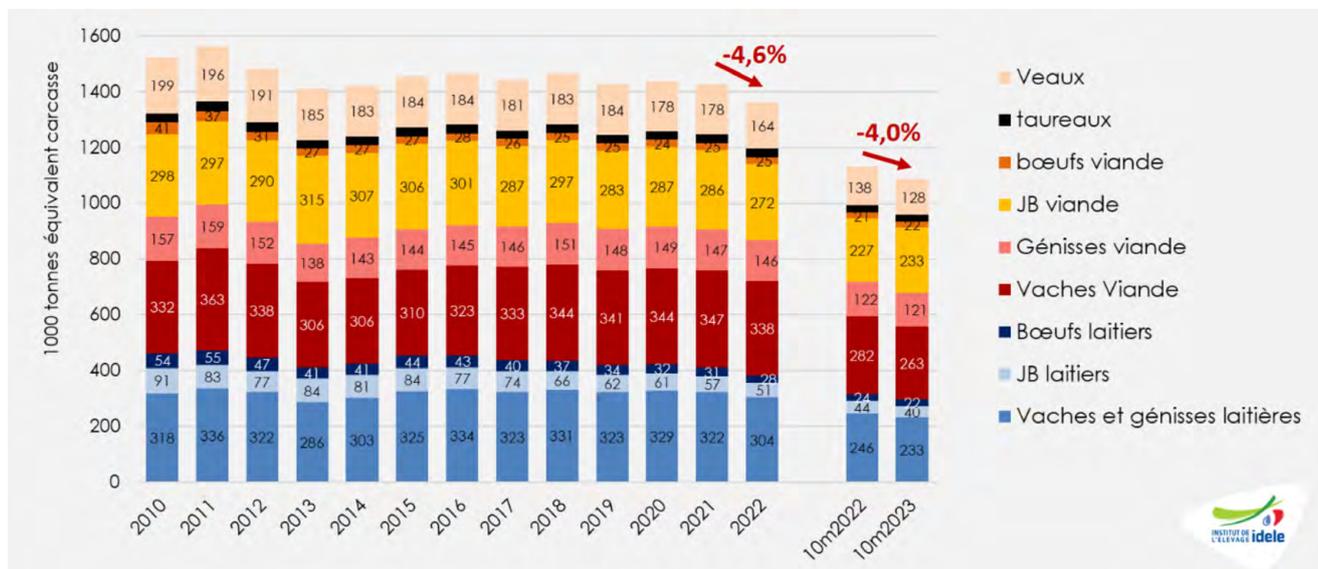
### Viande bovine : vers une baisse de l'autosuffisance française

Si aujourd'hui la production française de viande bovine couvre 90 % de nos besoins, selon les estimations d'Interbev, si rien n'est fait et que la baisse de consommation ne s'accélère pas, la France ne sera plus autosuffisante qu'à hauteur de 67 % en 2035. Il faudra donc augmenter les importations sans la maîtrise de la qualité et la traçabilité que l'on connaît ou que le consommateur exige aujourd'hui.

La filière se fragilise, et entraîne avec elle les abattoirs dans une situation délicate. Les outils d'abattage français ont perdu, en 2 ans, près de 9 % d'activité. Ce n'est pas sans répercussion sur leur rentabilité, tout en devant faire face à la hausse des coûts d'exploitation et notamment celui de l'énergie. La mise en péril de l'aval de la filière est une inquiétude majeure pour les années à venir, des restructurations massives sont attendues pour se réadapter dans ce contexte instable.

## Viande bovine

### Abattages de bovins en France



Source : GEB-Idele d'après Normabev

### Des marges de manœuvre existent pour maintenir le niveau de production

Le premier levier consiste à rechercher l'amélioration des critères techniques d'élevage et notamment la productivité du troupeau. Concrètement, cela passe par la chasse aux UGB improductifs, par le respect du nombre de jours IVV selon la race, et par la limitation au maximum de la mortalité des animaux.

Le second levier, c'est la maîtrise de son coût de production et la recherche d'économie sur les charges. Il faut surveiller en particulier, les achats d'aliments concentrés et les frais de mécanisation. Il est donc essentiel de garantir un certain niveau d'autonomie alimentaire, en favorisant des récoltes de végétaux diversifiés, riches en énergie, à récolter sur plusieurs saisons, tout et en favorisant le pâturage tournant. On a oublié que la vache est « un herbivore ».

Il est impératif de bien raisonner les achats de matériel, avec l'entretien et la consommation d'énergie qui s'y rapportent.

Et enfin, la dernière piste consisterait à redimensionner les élevages, en réintroduisant l'engraissement. Des premiers signes de réorientation apparaissent, avec une proportion accrue de broutards restant sur le marché français du Jeune Bovin. De cette manière, les exploitations devraient pouvoir améliorer leur prix moyen de vente et leur marge à l'UGB pour mieux rémunérer le travail de la main-d'œuvre.



## Viande bovine

Comme vu plus haut, les prix, toutes catégories confondues, demeurent élevés. Plus que jamais les éleveurs ont intérêt à produire le maximum de muscles par carcasse. Les derniers kilos produits sont ceux qui génèrent le meilleur profit (théorie du bénéfice marginal) dans la mesure où ils ne génèrent que des coûts variables. Mieux finir les vaches de réforme, gagner 20 à 40 kg va offrir un produit supplémentaire de 100 à 200 € par animal.

La question de l'engraissement de quelques

animaux complémentaires peut être aussi une opportunité. Pour certains éleveurs, s'orienter même vers un atelier d'engraissement peut être une opportunité à condition d'avoir un potentiel de fourrage et de logement des bovins.

Bref, les prix élevés encouragent à recalibrer la stratégie des éleveurs bovins jusqu'à envisager peut-être de revoir la conformation cible des animaux voire le type racial pour s'adapter à la demande alimentaire en mouvement. Ce serait une révolution dans le monde bovin français. ●

# Porc

par **Anne BRAS**  
Chargée d'études et de prospective, Cerfrance Bretagne



**Entre pénurie d'offre généralisée dans l'Union européenne et baisse de consommation liée à l'inflation, le prix du porc se réajuste après avoir atteint des sommets historiques en 2023.**

## La baisse de la production porcine européenne se confirme

La baisse de production dans l'UE se confirme en 2023. Après un reflux de 5 % des tonnages en 2022, comparé à 2021, c'est une chute de 8,2 % qui est enregistrée sur les sept premiers mois de 2023. Les leaders allemands et espagnols calent, la France également après avoir plutôt bien résisté en 2022. Si certaines causes sont communes (problématiques environnementales et sociétales, pyramide des âges, difficultés de transmissions...), d'autres sont propres à chaque pays. L'Allemagne voit sa production se rétracter depuis 2017. La Covid-19 a porté le coup de grâce à la filière en remettant en cause les pratiques de sous-traitance de main-d'œuvre dans les abattoirs,

garantes de sa compétitivité depuis près de 20 ans. L'Espagne, quant à elle, manque d'eau et de céréales. Faute de porcs disponibles dans l'Union européenne, elle peine à saturer ses outils d'abattage. Et la hausse du prix européen pénalise sa compétitivité à l'export, base de son fulgurant développement des dix dernières années. En 2024, l'Europe continuera à voir baisser sa production de porcs.

Abattages en têtes	Évolution sur 7 mois 23/22	2022/2021
Espagne	-7,5 %	-2,9 %
Allemagne	-8,9 %	-9,2 %
France	-5,1 %	-1,4 %
Pologne	-6,5 %	-8,8 %
Danemark	-18,8 %	-4 %
Pays Bas	-14,3 %	-0,8 %
Italie	-2,2 %	-5,4 %
Belgique	-13,1 %	-9,2 %
UE	-8,5 %	-5,1 %

Source : Ifip

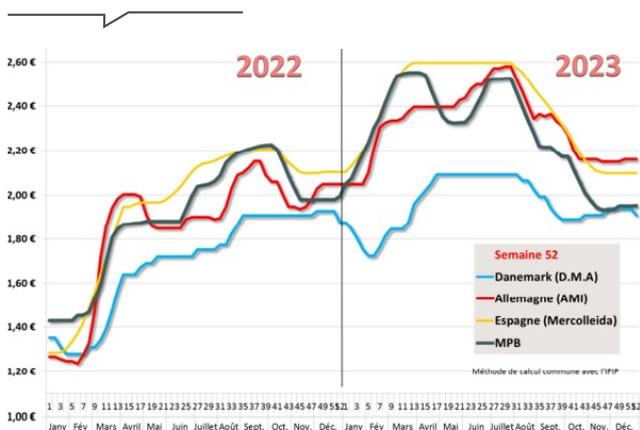
## Des cours au plus haut en 2023 face à des coûts en repli

Au milieu de l'année 2021, les cours du porc avaient chuté à la suite de l'arrêt des achats chinois. La flambée du prix de l'aliment à partir de début 2022 a fait craindre le pire pour les élevages. Au printemps 2022, la situation s'est totalement retournée.

La baisse de l'offre a permis aux cotations européennes de remonter et de couvrir la hausse des coûts de revient, aliment et énergie en tête.

2023 a continué sur cette lancée: au Marché du Porc Breton, le prix du porc a atteint, en moyenne annuelle, le niveau inédit de 2,11 €/kg, soit +22 % comparés à 2022. Cette hausse conjuguée à un relatif repli des coûts, se traduit par des marges historiquement élevées dans les élevages.

### Estimation des prix moyens payés éleveurs



Source: MPB

## L'inflation s'invite dans le jeu

L'année qui vient de se terminer n'aura pas permis de juguler l'inflation. À peine moins élevée que les +5,2 % de 2022, elle se situe à +4,9 % pour 2023. Alimentation et énergie ont de nouveau été à la manœuvre, avec +11,8 % pour la première et même +22,4 % en hausse cumulée sur deux ans. Contraints par un budget à 30 % pré-engagé (dont plus des trois quarts pour les dépenses liées au logement), les consommateurs arbitrent sur leurs achats alimentaires en révisant le contenu de leurs assiettes.

Un temps protégé par son statut de viande moins chère, le porc a fini par être rattrapé, tant pour la viande que pour la charcuterie. Sur sept mois, les baisses de consommation vont de -2 à -4 % selon les produits (jambons, pâtés, saucisses...). Cela a conduit à une détente des cotations à partir du 2<sup>e</sup> semestre 2023.

## Réajustement des capacités d'abattage

Face à la contraction des effectifs porcins, l'Europe comme la France n'éviteront probablement pas une restructuration des capacités d'abattage. Car, malgré une bonne rentabilité dans les élevages d'en moyenne 5 ans, les installations ne compenseront pas les nombreux départs en retraite liés à la pyramide des âges. Comme dans les autres productions animales, l'envie ne semble plus être là, en témoigne le nombre d'exploitations à vendre qui ne trouvent pas preneur. ●



Conseil National du Réseau CERFRANCE  
18 rue de l'Armorique 75 015 PARIS  
Tél. + 33 (0) 1 56 54 28 28  
www.cerfrance.fr

Directeur de la publication: Benoît Hureau

Directeur de la rédaction: Philippe Boulet

Rédacteur en chef: Mélanie Richard

Membres du comité de rédaction: Fabien Barrabé, Xavier Beaufils, Philippe Boulet, Anne Bras, Guillaume Géraud, Mélanie Jugé, Michel Lagache, Nathalie Lebeau, Thierry Lemaître, Jacques Mathé, Mélanie Richard, Mathilde Schryve.

Réalisation: Les P'tits Papiers

Crédit photo: © AdobeStock